

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2020



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -151,036 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2020 s'élève à -151,036 Md€ contre -116,377 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-34,659 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 23,099 Md€, une baisse des recettes nettes de 5,988 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 5,571 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 231,666 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 6,263 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,525 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,056 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,998 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,743 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,927 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,898 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,023 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,534 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,150 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 3,114 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (3,095 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2020 s'élèvent à 231,666 Md€ contre 208,567 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+23,099 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 22,361 Md€ (montant essentiellement lié aux mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 19,294 Md€ et le financement d'une aide exceptionnelle de solidarité pour 0,880 Md€, ainsi qu'à l'augmentation des versements relatifs à la

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,257 Md€, principalement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,106 M€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,077 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,653 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,879 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,727 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,553 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 0,982 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,660 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 0,875 Md€, principalement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (0,660 Md€).

prime d'activité et au RSA pour 1,544 Md€), des dépenses de fonctionnement pour 1,645 Md€ (essentiellement les missions « Défense », « Investissements d'avenir », et « Santé ») et des dépenses d'investissement pour 0,855 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense »).

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-2,642 Md€, baisse prévue en Lois de finances en raison de la diminution du montant des intérêts des OAT).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 111,617 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 13,924 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,779 Md€, dont 1,484 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 1,335 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE et la TICGN) ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 3,394 Md€, au titre du dividende de la Banque de France ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,128 Md€, dont 0,648 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,085 Md€ ;

► **IR net** : -2,573 Md€, montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 9,942 Md€, essentiellement au titre de trop-perçus de PAS 2019 ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,522 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-2,073 Md€), de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale (-0,840 Md€) et du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée - FCTVA (-0,508 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 135,709 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2020 s'élèvent à 135,709 Md€ contre 143,394 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,685 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes de TVA nette pour 7,240 Md€ (baisse des recettes brutes de 2,990 Md€ et hausse des R&D de 4,251 Md€), de TICPE pour 2,721 Md€, de « Droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes » pour 3,268 Md€ (principalement la TGAP, en raison d'une admission en non-valeur de 0,984 Md€ en 2019, et les

droits de mutation à titre gratuit) et d'« Autres impôts directs et taxes assimilées » pour 2,106 Md€ (principalement au titre des « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » pour 1,766 Md€).

Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IS net de 7,746 Md€ (hausse des recettes brutes de 3,382 Md€ et baisse des R&D de 4,364 Md€).

Recettes non fiscales : 8,813 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2020 s'élèvent à 8,813 Md€ contre 7,922 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,891 Md€) s'explique principalement par une hausse des « Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite » pour 2,135 Md€ (essentiellement au titre de l'encaissement de

l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE dans le cadre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020).

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution des dividendes et recettes assimilées pour 1,247 Md€ (notamment en raison de moindres versements suite à la crise sanitaire).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -37,632 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2020 s'élèvent à -37,632 Md€ contre -36,190 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,442 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des

prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales pour 1,644 Md€ (notamment le prélèvement au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale, supérieur de 0,997 Md€ à celui de 2019).

Fonds de concours : 4,727 Md€

Les fonds de concours à fin juillet 2020 s'élèvent à 4,727 Md€ contre 2,480 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,247 Md€) s'explique

essentiellement par le financement du Plan d'urgence face à la crise sanitaire et du Plan d'investissement dans les compétences.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -30,986 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,833 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,773 Md€ (principalement les mensualisations de TF et de TH, ainsi que l'acompte de CVAE du 15 juin pour lequel un délai supplémentaire a été accordé) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 3,298 Md€ (dont 2,951 Md€ d'intérêts des OAT) et des recettes pour 3,299 Md€ (dont 3,103 Md€ d'abondement BG) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2020 s'élève à -30,986 Md€ contre -25,415 Md€ à fin juillet 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,571 Md€) s'explique notamment par les baisses de 2,753 Md€ du solde du compte

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 2,016 Md€ (montant essentiellement lié au versement d'une dotation de 1,90 Md€ à l'Epic Bpifrance) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,500 Md€ (essentiellement au titre du désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité) et des recettes pour 0,500 Md€ (essentiellement au titre d'un reversement de TICPE).

« Avances aux collectivités territoriales » (liée à des recettes de TH, de CFE/IFER et à un remboursement d'avances de TICPE revenant aux départements plus faibles qu'en 2019) et de 1,130 Md€ du compte de « Participations financières de l'Etat ».

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 2 023,377 Md€

La dette financière est en augmentation de 193,778 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

pour 96,539 Md€, les BTF pour 72,839 Md€ et les dettes financières pour 24,400 Md€ (reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page
	Juillet	2020	2019 retraité 2019 exécuté	
unité : million d'€				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-26 157	-151 036	-116 377 -109 744	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	33 138	231 666	208 567 207 790	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	14 376	111 617	117 605 123 035	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)				
- IR	-2 573	32 068	32 221 32 221	
- IS *	186	15 817	8 071 8 071	
- TVA	13 924	63 341	70 581 76 447	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-7 395	-30 986	-25 415 -24 988	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	6 033	145 884		16
Dette financière de l'Etat	10 934	2 023 377		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Dépenses de personnel	11 177	77 723	77 080	77 104
Dépenses de fonctionnement	9 011	36 697	35 052	35 044
Charges de la dette de l'Etat	3 103	23 597	26 239	26 239
Dépenses d'investissement	1 660	8 840	7 985	7 739
Dépenses d'intervention	8 081	82 650	60 289	59 643
Dépenses d'opérations financières	106	1 165	929	1 029
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	33 138	231 666	208 567	207 790
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	14 910	135 709	143 394	148 791
Recettes non fiscales	3 829	8 813	7 922	7 969
Prélèvements sur recettes	-5 607	-37 632	-36 190	-36 204
Fonds de concours	1 244	4 727	2 480	2 480
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	14 376	111 617	117 605	123 035
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	19 983	149 249	153 795	159 239
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-18 762	-120 050	-90 962	-84 755
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 949	1 287	3 025	3 451
Solde des comptes de concours financiers	-5 589	-32 686	-28 996	-28 996
Solde des comptes de commerce	117	419	498	498
Solde des comptes d'opérations monétaires	321	1 003	25	25
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-7 395	-30 986	-25 415	-24 988
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-26 157	-151 036	-116 377	-109 744



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€	Juillet	2020	2019 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 177	77 723	77 080	77 104
Rémunérations d'activité	6 340	44 511	44 295	44 294
Cotisations et contributions sociales	4 767	32 775	32 346	32 372
Prestations sociales et allocations diverses	70	437	439	438
AUTRES TITRES	21 961	153 943	131 488	130 686
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	9 011	36 697	35 052	35 044
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 354	15 237	13 655	13 590
Subventions pour charges de service public	6 657	21 460	21 397	21 454
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	3 103	23 597	26 239	26 239
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	3 103	23 597	26 239	26 239
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 660	8 840	7 985	7 739
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 421	6 631	6 098	5 915
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	239	2 209	1 888	1 824
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 081	82 650	60 289	59 643
Transferts aux ménages	3 857	34 310	32 950	32 071
Transferts aux entreprises	1 668	28 907	9 108	9 413
Transferts aux collectivités territoriales	581	5 381	5 078	5 067
Transferts aux autres collectivités	1 966	14 034	13 131	13 070
Appels en garantie	9	19	23	23
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	106	1 165	929	1 029
Prêts et avances	1	242	80	180
Dotations en fonds propres	105	328	282	283
Dépenses de participations financières	0	595	567	567
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	33 138	231 666	208 567	207 790



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2020		Cumul à fin juillet 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	33	6	63	35	18
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	25	1	34	8	2
Fonds pour la transformation de l'action publique	6	4	26	24	13
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	1	1	4	3	2
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	315	210	1 856	1 542	1 534
Action de la France en Europe et dans le monde	91	101	974	886	909
Diplomatie culturelle et d'influence	201	47	636	427	425
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	62	246	229	199
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	1
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	304	322	2 229	2 150	1 908
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	176	183	1 226	1 187	985
Vie politique, culturelle et associative	6	7	142	142	97
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	122	132	861	821	826
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	247	156	1 665	1 338	1 538
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	145	59	1 023	724	916
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	50	45	302	279	277
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	51	340	334	345
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	718	573	5 482	2 188	2 013
Aide économique et financière au développement	12	73	3 530	782	672
Solidarité à l'égard des pays en développement	706	500	1 952	1 405	1 340
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	6	23	1 674	1 612	1 716
Liens entre la Nation et son armée	2	3	19	11	17
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	20	1 569	1 514	1 630
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	86	86	69
COHESION DES TERRITOIRES	200	982	13 939	10 011	10 730
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	150	157	1 266	1 143	1 044
Aide à l'accès au logement	0	660	11 970	8 240	9 066
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-46	29	246	215	241
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	16	42	91	120	106
Interventions territoriales de l'Etat	8	2	45	22	29
Politique de la ville	72	91	321	271	243
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	56	57	435	401	399
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	37	37	263	236	231
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	20	132	124	126
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	268	257	2 114	1 643	1 569
Patrimoines	144	85	690	497	481
Création	36	66	716	540	494
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	88	106	707	605	594
DEFENSE	4 607	4 898	25 960	29 299	27 101
Environnement et prospective de la politique de défense	104	191	1 053	993	929
Préparation et emploi des forces	856	1 150	7 388	6 129	5 721
Soutien de la politique de la défense	1 935	2 023	13 210	13 056	12 689
Equiperment des forces	1 711	1 534	4 310	9 121	7 763
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	59	68	449	406	680
Coordination du travail gouvernemental	55	63	387	344	331
Protection des droits et libertés	4	4	62	62	61
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	288



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2020		Cumul à fin juillet 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	812	1 553	11 695	8 746	8 262
Infrastructures et services de transports	254	436	3 636	2 653	2 547
Affaires maritimes	5	7	116	100	92
Paysages, eau et biodiversité	16	18	134	121	75
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	4	144	444	444	371
Prévention des risques	22	24	683	400	407
Energie, climat et après-mines	278	469	2 320	1 589	1 486
Service public de l'énergie	0	201	2 482	1 581	1 499
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	225	244	1 794	1 770	1 785
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽¹⁾	9	9	87	87	0
ECONOMIE	161	338	1 749	1 741	1 026
Développement des entreprises et régulations	110	166	1 163	1 044	422
Plan "France Très haut débit"	0	120	0	120	0
Statistiques et études économiques	37	37	264	255	269
Stratégie économique et fiscale	14	15	321	322	334
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	3 114	3 114	23 565	23 645	26 389
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	3 095	3 095	23 510	23 510	26 239
Appels en garantie de l'Etat	9	9	19	19	23
Epargne	10	10	36	36	46
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 914	5 998	44 161	43 975	43 311
Enseignement scolaire public du premier degré	1 926	1 927	13 414	13 412	13 115
Enseignement scolaire public du second degré	2 743	2 743	19 611	19 605	19 489
Vie de l'élève	351	365	4 143	4 108	3 809
Enseignement privé du premier et du second degrés	631	716	4 816	4 788	4 798
Soutien de la politique de l'éducation nationale	173	169	1 293	1 193	1 253
Enseignement technique agricole	90	79	884	870	847
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	875	874	6 099	5 873	6 024
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	669	641	4 468	4 341	4 480
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	54	87	560	525	531
Facilitation et sécurisation des échanges	138	134	913	895	880
Fonction publique	14	11	158	113	133
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	270	192	1 163	1 010	976
Immigration et asile	246	166	946	812	765
Intégration et accès à la nationalité française	24	25	217	198	211
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	30	0	-38	1 502	840
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	30	0	82	297	173
Valorisation de la recherche	0	0	0	550	403
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	-120	655	264
JUSTICE	678	682	5 566	5 104	5 182
Justice judiciaire	311	285	2 397	2 013	2 008
Administration pénitentiaire	266	290	2 002	2 092	2 012
Protection judiciaire de la jeunesse	55	69	548	480	474
Accès au droit et à la justice	4	4	286	286	458
Conduite et pilotage de la politique de la justice	42	33	329	230	228
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	2	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	73	174	532	434	378
Presse et médias	58	83	260	245	186
Livre et industries culturelles	15	91	272	189	192
OUTRE-MER	80	60	1 668	1 401	1 534
Emploi outre-mer	22	21	1 393	1 161	1 335
Conditions de vie outre-mer	59	40	275	241	199



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2020		Cumul à fin juillet 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.					
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽⁴⁾	875	875	19 294	19 294	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel ⁽⁴⁾	215	215	13 715	13 715	0
Fonds de solidarité pour les entreprises ⁽⁴⁾	660	660	5 579	5 579	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat ⁽⁵⁾	0	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire ⁽⁶⁾	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	993
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	701	6 263	26 749	20 961	20 688
Formations supérieures et recherche universitaire	39	4 525	13 185	11 256	11 143
Vie étudiante	507	137	2 331	1 754	1 599
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	62	1 056	6 785	4 391	4 607
Recherche spatiale	0	0	1 938	1 417	1 335
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	22	444	1 433	1 278	1 222
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	50	83	595	560	479
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	149	52	58
Recherche culturelle et culture scientifique	2	1	103	35	37
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	18	229	218	208
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	512	5 665	4 062	4 022
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	342	3 795	2 712	2 644
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	754	550	489
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	102	1 117	801	889
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	314	164	2 532	2 360	2 266
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	314	162	2 411	2 217	2 096
Concours spécifiques et administration	0	3	121	143	170
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	20 208	20 199	87 701	87 680	85 821
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	19 879	19 870	84 858	84 837	82 813
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	329	329	2 843	2 843	3 008
SANTE	38	67	1 486	1 171	872
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	37	67	604	451	90
Protection maladie	1	1	882	720	782
SECURITES	1 709	1 653	12 055	11 726	11 712
Police nationale	899	879	6 196	6 222	6 138
Gendarmerie nationale	785	727	5 586	5 184	5 267
Sécurité et éducation routières	3	2	20	15	16
Sécurité civile	22	45	254	305	292
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	116	2 257	26 191	17 809	15 699
Inclusion sociale et protection des personnes	44	1 077	12 681	9 024	6 774
Handicap et dépendance	2	1 106	12 463	7 901	7 963
Egalité entre les femmes et les hommes	2	3	21	20	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	67	72	1 025	864	947
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	25	46	1 209	747	750
Sport	13	16	330	273	274
Jeunesse et vie associative	13	29	571	430	433
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	307	44	43
TRAVAIL ET EMPLOI	1 145	764	9 684	8 489	8 440
Accès et retour à l'emploi	391	508	4 045	3 533	3 919
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	692	190	5 202	4 511	4 076
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	39	61	61
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	64	399	384	385
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	43 951	53 336	345 587	319 346	294 389
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	23 743	33 138	257 886	231 666	208 567

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽⁴⁾ Création en LFR du 23/03/2020

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2020

⁽⁵⁾ Création en LFR du 25/04/2020

⁽³⁾ Suppression en LFI 2020

⁽⁶⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Impôt sur le Revenu (A)	7 369	48 591	46 608	46 608
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	181	1 053	1 233	1 233
Impôt sur les sociétés (C)	3 719	38 034	34 580	34 580
Impôt sur les sociétés	3 669	37 207	33 825	33 825
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	50	827	755	755
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 128	7 438	9 544	9 544
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	478	667	667
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	231	1 981	3 747	3 747
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	90	375	416	416
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	11	149	144	144
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	13	13
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	7	22	22
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	81	22	22
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	44	69	69
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	23	185	187	187
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	648	3 682	3 908	3 908
Taxe sur les services numériques	0	83	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	2	2	2
Recettes diverses	23	373	344	344
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	688	4 272	6 993	6 521
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	18 244	104 209	107 199	113 064
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 779	19 791	23 059	23 062
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	29	243	307	307
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	119	109	109
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	14	8	8



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	286	1 284	1 675	1 675
Mutations à titre gratuit par décès	1 198	6 166	6 827	6 827
Contribution de sécurité immobilière	76	414	453	453
Autres conventions et actes civils	42	197	257	257
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	65	277	327	327
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	26	182	146	120
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	53	106	106
Timbre unique	7	98	188	188
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾	72	318	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 335	6 618	7 221	7 221
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	3	16	32	32
Taxe générale sur les activités polluantes	157	316	1 507	1 507
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	25	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	8	97	101	101
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	10	33	33
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	29	31	31
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	21	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	1	575	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	24	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	169	977	1 271	1 271
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	62	189	447	447
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	15	118	239	239
Prélèvement sur les paris sportifs	39	251	313	313
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	60	37	37
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	117	894	592	592
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	28	205	203	233
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 108	223 389	229 215	234 612
TOTAL GENERAL (net de R&D)	14 910	135 709	143 394	148 791

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	3 394	3 644	4 891	4 891
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 394	3 395	3 531	3 531
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	86	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	163	1 343	1 343
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	17	17
Produits du domaine de l'Etat (B)	21	839	417	464
Revenus du domaine public non militaire	15	112	95	95
Autres revenus du domaine public	0	2	3	3
Revenus du domaine privé	3	198	216	216
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	147	100	100
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	47
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	380	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	4	4
Produits de la vente de biens et services (C)	111	676	732	732
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	166	184	184
Autres frais d'assiette et de recouvrement	73	502	539	539
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2
Autres recettes diverses	1	4	3	3
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	18	129	250	250
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	29	44	44
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	24	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	3	45	30	30
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	21	109	109
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	-1	2	57	57



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	118	2 833	698	698
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	293	201	201
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	21	61	114	114
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	93	2 422	321	321
Frais de poursuite	1	4	7	7
Frais de justice et d'instance	0	4	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	166	692	934	934
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	105	191	200	200
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	4	48	114	114
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	3	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	3	4	4
Récupération d'indus	1	6	106	106
Recouvrements après admission en non-valeur	8	59	71	71
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	18	17	17
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	17	19	19
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	34	196	217	217
Produits divers	2	14	20	20
Autres produits divers	5	130	116	116
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 829	8 813	7 922	7 969



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 522	-23 590	-21 946	-21 960
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 073	-16 674	-16 711	-16 768
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-10	-9	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-508	-2 202	-1 827	-1 827
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-840	-1 510	-513	-513
Dotations élu local	0	0	10	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-261	-261	-292	-292
Dotations régionales d'équipement scolaire	-424	-424	-486	-486
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-244	-1 725	-1 769	-1 769
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-136	-265	-114	-114
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-2	-1	-1
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-98	-62	-62
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-4	-243	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	-3	-122	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-8	-53	-53	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 085	-14 042	-14 244	-14 244
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 607	-37 632	-36 190	-36 204
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 235	4 565	2 299	2 299
Fonds de concours - coopération internationale	9	162	180	180
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 244	4 727	2 480	2 480

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
	unité : million d'€							
Comptes d'affectation spéciale	7 884	5 935	41 272	41 179	42 560	44 630	1 287	3 451
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	196	0	298	0	103
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	19	87	153	540	607	917	454	377
Développement agricole et rural	46	4	65	54	116	120	51	65
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	38	32	147	198	218	221	71	23
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	1 385	0	1 708	0	324
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	24	239	158	157	616	-82	458
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	84	0	212	84	117	84	-95
Participations financières de l'Etat	2 016	3	3 000	535	1 727	393	-1 272	-142
Pensions	5 236	5 201	34 137	33 871	35 503	35 412	1 366	1 541
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	1	88	71	117	70	29
Transition énergétique	500	500	3 532	3 942	4 077	4 711	545	768
Comptes de concours financiers	9 588	4 000	66 797	66 144	34 112	37 148	-32 686	-28 996
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	400	0	2 006	1 541	1 160	911	-846	-631
Avances à l'audiovisuel public	316	179	2 210	2 251	985	1 239	-1 225	-1 012
Avances aux collectivités territoriales	8 833	3 773	61 831	62 093	31 770	34 785	-30 061	-27 308
Prêts à des Etats étrangers	0	47	398	100	181	212	-218	112
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	40	0	352	158	16	0	-336	-158
Comptes de commerce	3 420	3 537	26 548	29 070	26 967	29 568	419	498
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	35	155	309	415	555	378	247	-38
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	12	93	97	93	97	1	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	978	671	978	671	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	35	24	232	255	251	303	19	47
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 298	3 299	24 701	27 345	24 701	27 362	0	17
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	1	1	10	1	9	0
Opérations commerciales des domaines	4	7	25	29	40	46	15	17
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	12	16	11	12	0	-4
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	30	37	197	240	327	699	130	458
Comptes d'opérations monétaires	30	351	1 270	1 326	2 273	1 352	1 003	25
Emission des monnaies métalliques	3	23	66	77	54	134	-12	57
Opérations avec le Fonds Monétaire International	27	323	1 201	1 247	2 211	1 213	1 010	-34
Pertes et bénéfices de change	0	5	3	2	8	4	5	2
TOTAL COMPTES SPECIAUX	20 922	13 823	135 887	137 720	105 911	112 697	-29 976	-25 023
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 895	13 500	134 686	136 473	103 700	111 484	-30 986	-24 988

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	23	325
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	192	490
		Total organismes à caractère financier	610	215	825
	CEPL	Régions	3 177	1 281	4 458
		Départements	7 387	-475	6 912
		Communes	25 264	97	25 361
		HLM	237	-52	185
		Autres	25 492	272	25 764
		Total CEPL	61 558	1 122	62 680
		Etablissements publics de santé	5 578	1 020	6 598
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	4 792	21 370
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	5 423	11 710
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	3 393	7 204
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	324	1 814
		Total établissements publics nationaux	28 165	13 933	42 098
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	-711	14 745
		Union européenne	3 281	-776	2 505
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	70	-5	66
GIP		841	376	1 217	
EPLÉ		2 522	859	3 381	
Autres correspondants		10 275	1 465	11 740	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	-46	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	2 649	16 403	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	17 452	145 854	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	21	10	31	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	21	10	31	
Total Passif (A)		128 422	17 462	145 885	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		1	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		128 422	17 463	145 884	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	169 378	1 992 201
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	96 539	1 812 429
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	96 539	1 812 429
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	107 667	1 597 161
- <i>taux variable</i>	200 264	-5 647	194 617
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	72 839	179 772
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	72 839	179 772
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 776	24 400	31 176
TOTAL (A+B+C)	1 829 600	193 778	2 023 377



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

NB : La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.